



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité

Question écrite n° 6140

Texte de la question

M. Jean-Pierre Blazy attire l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'application effective de l'article L. 126-3 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure modifiée en 2010. Celle-ci a pour objectif de punir "le fait d'occuper en réunion les espaces communs ou les toits des immeubles collectifs d'habitation en empêchant délibérément l'accès ou la libre circulation des personnes ou le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté". Or le problème de l'occupation des halls persiste dans certains quartiers considérés comme difficiles où les habitants se plaignent régulièrement à ce sujet. Cette situation renforce un sentiment d'impunité mal vécu par ces derniers qui craignent, en outre, pour leur intégrité physique. Aussi il souhaiterait connaître le nombre de procédures engagées mais non abouties concernant ce délit et le nombre de condamnations effectives depuis 2003.

Texte de la réponse

Les outils statistiques du ministère de la justice ne permettent pas, à ce jour, de connaître précisément le nombre de procédures engagées mais non abouties concernant ce délit pour chacun des tribunaux de grande instance. S'agissant des condamnations inscrites au casier judiciaire national du chef d'occupation d'immeuble prévu par l'article L.126-3 du code de la construction, entre 2004 et 2011 (données provisoires), leur nombre oscille entre 100 et 224 condamnations par an. En termes d'amplitude, le nombre de condamnations le plus important est intervenu en 2004 avec 224 infractions ayant donné lieu à condamnation et le nombre le plus bas est de 100 en 2009. Il est à noter qu'après la baisse du nombre d'infractions ayant donné lieu à condamnation en 2009, leur nombre tend à se stabiliser en 2010 et 2011, à respectivement 128 et 124 infractions ayant donné lieu à condamnation.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Blazy](#)

Circonscription : Val-d'Oise (9^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 6140

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Justice

Ministère attributaire : Justice

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [2 octobre 2012](#), page 5347

Réponse publiée au JO le : [25 décembre 2012](#), page 7926